
[La fin de l'ordre occidental ?](#)

Le 14-08-2025

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Image

Par Jean-Michel Toulouse membre du bureau politique du Pardem

Nous pensons utile de proposer cette recension concernant le dernier ouvrage de Jacques Sapir *La fin de l'ordre occidental ?* (Perspectives libres, 2024). En effet l'auteur y aborde des questions cruciales de notre temps.

Nous diviserons ce texte en deux parties : d'abord une présentation des thèses de l'auteur et ensuite quelques appréciations critiques.

Les thèses de Jacques Sapir

1 - La crise des institutions de l'économie mondiale

L'auteur fait une étude historique de ces institutions jusqu'à leur situation actuelle.

- Elles sont issues des accords de Bretton Woods, il s'agit du Fonds Monétaire International (FMI), de

la Banque Mondiale (BM) et plus tard de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), issue elle-même des différents cycles de négociation commerciale (rounds) et de leur échec, dans le cadre du General Agreement on Trade and Tariffs (GATT) ; ce furent les Kennedy, Uruguay et Doha rounds.

- J. Sapir constate à juste titre que le FMI a été incapable de maîtriser la crise des « subprimes » de 2008, typiquement étatsunienne, ce qui entraîna une crise du monde financier capitaliste.
- Les États-Unis refusent la réforme de ces institutions malgré l'admission de la monnaie chinoise (Renminbi) dans le panier des monnaies sur lequel sont assis les Droits de tirage spéciaux (DTS). Les États-Unis refusent de modifier le rapport des forces au sein du FMI et de la Banque mondiale pour maintenir la domination du dollar dans la finance internationale et les Banques multilatérales de développement (BMD), autrement dit dans le système financier néolibéral mondial.
- Les traités néolibéraux de « libre-échange », CETA-MERCOSUR, et TAFTA bientôt ressuscité, continuent à défavoriser le « Sud global ».

Mais celui-ci entend ne plus se laisser dominer par « l'Occident collectif » (États-Unis, Union européenne, Royaume-Uni, Japon, Australie, Nouvelle Zélande, Corée du Sud, Canada essentiellement), et c'est ainsi que les premières concertations entre les États dit émergents s'organisent et vont donner naissance aux BRIC (Brésil-Russie-Inde-Chine).

2 - Des BRIC aux BRICS++.

Le processus de création des BRIC commence en 2006.

- Puis en 2009, une première réunion se tient à Iekaterinbourg et, en 2011, l'Afrique du Sud rejoint les BRIC pour former les BRICS. Entretemps, le FMI et la BM s'avèrent incapables de maîtriser la crise des subprimes qui se généralise en crise financière générale du monde capitaliste.
 - En 2009, calculé en Parité de pouvoir d'achat (PPA), les BRICS représentent 25,6% du PIB mondial (PMB) puis 32,2 % en 2023. Rappelons que la méthode PPA compare les productions réelles (moyennes pondérées des prix des produits) et non les taux de change entre monnaies qui sont éminemment fluctuants et troublent donc les comparaisons.
 - En 2023, l'Égypte, l'Iran, l'Éthiopie et les Émirats-Arabs-Unis rejoignent les BRICS (l'Arabie Saoudite n'a pas ratifié son adhésion). Ainsi le PIB-PPA des BRICS dépasse celui du G7. En 2023 les BRICS dépassent « l'Occident collectif », en part de PIB mondial-PPA.
 - En 2024-2025, les BRICS ++ admettent en tant que membres ou partenaires les pays suivants : Algérie, Bahreïn, Azerbaïdjan, Bangladesh, Belarus, Bolivie, Cuba, Honduras, Indonésie, Kazakhstan, Koweït, Malaisie, Serbie, Thaïlande, Venezuela, Vietnam.
 - De plus, mentionnons la création de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), compétente en matière de sécurité et de lutte anti-terroriste, qui regroupe la Chine, la Russie, l'Iran, le Pakistan et les Républiques centre-asiatiques, renforçant la crédibilité des BRICS.
- Aujourd'hui, les BRICS surclassent « l'Occident collectif » en nombre de brevets déposés. Enfin, rappelons que les BRICS ont créé la Nouvelle banque de développement (NBD) en 2015, présidée par Dilma Rousseff (Brésil) depuis 2023. Contrairement au FMI et à la BM, la NBD n'impose aucun « plan de restructuration ». C'est la première institution internationale non créée par le monde occidental et qui, en 2017, représente 19 % des flux d'investissements mondiaux. Le rôle des BRICS passe ainsi du plan régional au plan mondial.

3 - Le pouvoir institutionnel des BRICS

Les BRICS représentent le « Sud global ». Dotés de la NBD, qui étend son rayonnement au-delà des BRICS++ et concurrence ainsi la BM et le FMI, ils ont, de fait, un « *pouvoir institutionnel et structurel* » incontestable. La notion de « pouvoir structurel » évoquée par J. Sapir provient d'un auteur (qu'il cite), Susan Strange. La NBD a acquis ce pouvoir structurel dans l'économie politique internationale comme on l'a constaté au 16e sommet des BRICS à Kazan en octobre 2024. J. Sapir n'hésite pas à

écrire que : « *Les BRICS sont en train de façonner et déterminer les structures de l'économie politique internationale* ».

Le pouvoir structurel des BRICS concurrence celui de « l'Occident collectif » qui perd de sa superbe. Un des signes de ce déclin est le choix de la Russie d'adopter le Renminbi (monnaie chinoise) convertible comme ancre de son marché de changes (et non plus le dollar ni l'euro) en juin 2024. Ainsi le « Sud global » commence à comprendre que ses intérêts sont incompatibles avec la domination résiduelle de l'Occident qui a toujours refusé de prendre en compte les demandes justifiées du Sud. D'ailleurs, celui-ci se souvient très bien du mépris avec lequel l'Occident a ignoré ses revendications lors de la Conférence de Bandung en 1956...

4 - La Nouvelle Banque de Développement (NBD)

Jusqu'à la fin des années 2000, l'économie politique internationale était dominée par le système de Bretton-Woods (FMI-BM, le dollar comme monnaie de réserve). On se souvient de la déclaration arrogante de John Connally, le secrétaire au Trésor sous la présidence Nixon, affirmant : « *le dollar est notre avantage et votre problème* » et de l'influence des États-Unis dans le GATT, puis dans l'OMC (qui a succédé au GATT le 1^{er} janvier 1995), grâce notamment au « consensus de Washington » suite à l'écroulement de l'URSS. Notons d'ailleurs que l'admission de la Chine dans l'OMC n'a pas produit les effets escomptés par le capital international, et que ce pays a su tirer profit de cette adhésion sans renoncer à ses propres objectifs.

La NBD, inaugurée officiellement le 15 juillet 2014 à l'occasion du 6^e sommet des BRICS à Fortaleza (Brésil), est devenue opérationnelle en 2016 (son siège est à Shanghai). Son capital initial est de 100 milliards de dollars et ses prêts sont ouverts à tous les membres de l'ONU et pas seulement aux membres des BRICS. Contrairement aux organisations financières internationales de l'Occident, la NBD est multipolaire et non polarisée sur un État dominant (Etats-Unis, FMI, BM, dollar). L'égalité des pouvoirs de ses actionnaires est totale et elle se différencie ainsi de toutes les autres Banques multilatérales de développement (BMD). Elle est, comme le dit J. Sapir « *un possible défi pour le dollar* » et, en tout cas, une source de financement du développement du Sud global.

5 - Vers une architecture monétaire mondiale alternative ?

L'ordre occidental, résultant de sa puissance au sortir de la Deuxième guerre mondiale, a produit Bretton Woods, la suprématie du dollar, le FMI, la BM, les conférences de la Jamaïque, du Plaza dans les années 1970 puis le « consensus de Washington ». Mais il est en train d'être contesté par les BRICS dont la place dans l'économie mondiale - et surtout dans l'économie réelle, matérielle, productive - est de plus en plus importante.

Comme on l'a vu, la crise des subprimes non maîtrisée par les États-Unis, l'émergence des BRICS, la progression de la NBD, la contestation de l'hégémonie du dollar, les abus du « droit extraterritorial » nord-américain, l'application illégale au regard du droit international de « sanctions économiques » et maintenant les prétentions américaines en matière de tarifs douaniers, rendent nécessaire une réforme globale de l'économie internationale.

Les rentes (indues) prélevées par l'Occident en matière financière, énergétique, technique et sur la gestion des matières premières sont devenues illégitimes et apparaissent comme des prélèvements prédateurs au détriment du Sud global.

Les BRICS ont compris que l'Occident manipule, à son seul avantage, les règles communes du système financier mondial. Il veut détruire le droit international pour le remplacer par « un ordre fondé sur des règles » imposées par « l'Occident collectif », c'est-à-dire par les États-Unis et leurs féaux. Cette prédation accroît indument les « coûts de transaction » et détourne considérablement les ressources nécessaires au développement du Sud.

Ceci explique la volonté des BRICS de constituer un système alternatif pour leur développement doté

de mécanismes nouveaux de paiements et de financement des investissements productifs. Un système de paiement alternatif au SWIFT, créé en 1977 (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications), permet aux institutions financières des BRICS de transférer des paiements de façon sûre et rapide, est en cours de formation (Global ACH, utilisation de la blockchain et des monnaies numériques, plateforme de paiement « BRICS Bridge » étudiée au sommet de Kazan). Ce système alternatif permettra au Sud global et aux BRICS+ de se libérer de leur dépendance au dollar, d'éviter les sanctions illégales et à « l'ordre fondé sur des règles » occidentales tout en utilisant leurs monnaies nationales pour les règlements transfrontaliers et commerciaux.

Ce système alternatif mettra fin aux « rentes de paiement » dont profitent indument les économies occidentales (principalement les États-Unis, le Japon, l'Allemagne et la France). Rappelons que les « revenus nets des investissements mondiaux » représentent 3,7 % du PIB du Sud global, ce qui est nettement supérieur à l'accroissement annuel des économies des pays qui le composent et donc ampute leurs capacités de développement. Ceci explique, entre autres, leur stagnation économique depuis leurs indépendances dans les années 1960.

Depuis la crise des subprimes, la confiance envers le dollar et l'euro s'effrite et les réserves de change dans d'autres monnaies s'accroissent. Le commerce international ne pouvant s'effectuer totalement en monnaies nationales du fait des risques de change, de restrictions sur les liquidités, de la convertibilité des monnaies et du déséquilibre des changes pouvant induire de la dette, il faudra tôt ou tard remplacer le dollar en tant que monnaie de référence.

C'est ainsi qu'à Kazan, au 16^e sommet des BRICS en octobre 2024, un système de « clearing » [\(1\)](#), régional dans un premier temps, a été créé : BRICS CLEAR. Il concernera 22 pays (9 membres des BRICS et 13 pays « partenaires »), fonctionnera en « Stablecoin » [\(2\)](#) comme unité de compte et en monnaie nationale pour le règlement des soldes finaux.

C'est incontestablement une première étape pour un nouveau système financier international alternatif libéré du dollar et de l'euro lequel ne constitue que 20 % des réserves de change et tend à décliner, adossé à l'or (dans un premier temps pour garantir la neutralité politique du système) puis sur un panier de monnaies avec Droits de Tirage Spéciaux (DTS), ce qu'avait d'ailleurs proposé Keynes à Bretton Woods... La NBD y jouerait, bien entendu, un rôle important.

6 - Conclusions de J. Sapir

Le monde unipolaire Occidental est mort. Place à un monde multipolaire où le « Sud global » (et son développement) va reprendre sa place. Faute d'avoir été reconnu par le G7, les BRICS et le « Sud global » vont occuper leur juste place dans l'économie et la politique mondiale. Les institutions de la Deuxième guerre mondiale et de la guerre froide sont devenues obsolètes, la direction de l'économie mondiale est en train de changer de main. Un point de non-retour a été atteint dans les années 2010. Le FMI, la BM, l'OMC sont à bout de souffle, le Système monétaire international (SMI) également. Le dollar et l'euro ne pourront plus prétendre qu'à un rôle régional.

La désoccidentalisation du monde est en cours. Dès lors les BRICS+ seront-ils capables de stabiliser l'économie internationale en rétablissant le système des Nations-Unies au service d'un dialogue mondial ? Ou bien l'arrogance agressive de « l'Occident collectif » les contraindra-t-elle à l'affrontement ?

Tel est, selon J. Sapir, l'enjeu des prochaines années.

Appréciations critiques de l'ouvrage

Le livre de J. Sapir fera date pour plusieurs raisons :

- Il acte la fin de la domination de l'Occident sur le monde. Cette domination était sans partage depuis les temps de la colonisation que l'on peut faire remonter au XVI^e siècle (sauf pour l'Empire du

Milieu).

- Il acte l'apparition d'une organisation alternative que l'Occident (ensemble de nations comprenant les pays capitalistes de l'Europe de l'Ouest et les États-Unis, en particulier les États membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord - OTAN), n'avait jamais connue sauf immédiatement après la Révolution russe de 1917 et jusqu'à la chute de l'URSS en 1991.

En ce sens, on peut parler d'une « désoccidentalisation » du monde.

- J. Sapir explique clairement la naissance des BRIC, puis la progression irrésistible des BRICS jusqu'au stade actuel appelé BRICS++; l'apparition sur la scène économique et financière de la NBD, de « BRICS Clear » et même de « BRICS Re-insurance Company », outil de libération des compagnies d'assurances occidentales quant à leurs relations commerciales (réduction sensible des « coûts de transaction » et des risques économiques et financiers pour le commerce international). Ces nouvelles institutions sont un coup sérieux porté à la domination du dollar et à la mondialisation unipolaire.

- En conséquence, J. Sapir ne voit, pour la France, qu'une seule sortie possible de la crise générale qu'elle connaît : la dissolution de l'UE et le retour à la souveraineté de notre pays.

Sur ces quatre points nous ne pouvons qu'être d'accord avec lui.

Mais nous devons néanmoins faire part de quelques objections :

1 - Concernant la Russie : ce pays connaît un regain de puissance mais demeure cependant un pays capitaliste dont les intérêts économiques des oligarques qui le dirigent sont « génétiquement » les mêmes que ceux de leurs homologues nord-américains et européens. Rien ne s'oppose donc à ce que, tôt ou tard, nous retrouvions tout ce beau monde dans un conflit inter-impérialiste du type de celui de la période 1900-1918.

2 - Les BRICS ++ ne forment pas un bloc uniforme. Ils regroupent des États qui n'ont pas les mêmes intérêts politiques et géostratégiques de moyen et long terme. Ils pourraient, à l'avenir, avoir des relations tendues comme dans le passé (par exemple : Russie-Chine, Inde-Chine, Inde-Pakistan, Vietnam-Chine, Iran-Arabie saoudite).

La Chine, qui pèse la moitié du PIB des BRICS +, a un statut politique ambigu. Certes elle se réclame du « communisme », mais une inévitable lutte des classes est en cours et nul ne sait qui en sortira vainqueur : la bourgeoisie nationale (quatrième étoile du drapeau chinois), ou la classe ouvrière (première étoile du même drapeau) ?

L'oligarchie chinoise formera-t-elle un nouveau pôle impérialiste concurrençant les autres pôles nord-américain, russe et allemand (l'UE étant, à notre avis, impuissante à en former un), ou bien la Chine incarnera-t-elle un nouveau pôle socialiste-communiste international ?

Et que fera l'Inde, puissance potentielle de demain avec ses 1,4 milliard d'habitants et son économie en pleine croissance, à proximité immédiate de la Chine ? Ces deux géants s'accorderont-ils pour une paix avec des avantages réciproques ou se feront-ils la guerre, comme dans le passé ?

Est-ce que l'Afrique, l'Amérique du Sud, puissances émergentes également à terme, resteront longtemps solidaires des BRICS + ?

Les pays membres de l'Unité Africaine et de l'Organisation des États d'Amérique Latine, qui sont tous des pays émergents dont certains sont membres des BRICS, ne seront-ils pas tentés de faire cavaliers seuls, sans la Chine, sans l'Inde ni la Russie ? Seront-ils tentés et auront-ils la possibilité de former deux autres pôles de développement indépendants des BRICS+ ?

3 - Enfin, l'UE, structurellement et entièrement inféodée aux États-Unis, ne peut former un pôle indépendant. Confrontée aujourd'hui à la puissance nord-américaine et aux BRICS et peut-être demain à d'autres pôles de puissance en émergence, elle est condamnée à un rôle secondaire.

Compte tenu de ses divisions internes; de la domination et des ambitions géopolitiques de l'Allemagne, ne va-t-on pas vers un quatrième conflit franco-allemand après ceux de 1870, 1914, 1940 ? Que deviendrait la France sans industrie, sans monnaie nationale, sans dissuasion nucléaire souveraine, et avec une armée surclassée par la nouvelle Bundeswehr, armée la plus puissante d'Europe (selon le vœu du nouveau Chancelier allemand Friedrich Merz), face à une Allemagne déjà maîtresse d'un vaste hinterland entre elle et les frontières de la Russie et de la Baltique à la Méditerranée ? Pense-t-on que cette Allemagne se satisfera de l'UE actuelle ? Serait-elle toujours inféodée au « grand frère » nord-américain ?

Pour conclure, nous dirons qu'il manque à cet ouvrage de J. Sapir une analyse de classe à l'échelle internationale. Il est erroné de prétendre, comme certains idéologues néolibéraux, que la classe prolétarienne (ouvrière, populaire, comme on voudra) se dissout et disparaît. Dans « l'Occident collectif », la classe des ouvriers et employés se maintient à un niveau relativement stable, avec 53 % de la population active en France. Si nous assistons à la diminution du nombre des ouvriers, du fait des délocalisations et de la destruction de notre industrie, et à un glissement de ces salariés soit dans le chômage, soit dans la catégorie des employés, notons qu'ouvriers et employés ont les mêmes conditions de vie et constituent le cœur des classes dominées. Toujours en Occident, la paupérisation des classes et couches moyennes peut entraîner des évolutions politiques intéressantes. Les ingénieurs, cadres et techniciens (ICT), les artisans, commerçants, petits entrepreneurs, les paysans, les fonctionnaires et professions libérales n'ont pas partie liée avec le capital financiarisé multinational qui, seul, est en sécession d'avec la Nation. Toutes ces couches sociales peuvent donc être gagnées à un combat politique progressiste. En France comme ailleurs. Au plan international, les délocalisations, la « doctrine Tchuruk » des « industries sans usines », ont créé dans d'autres continents des classes ouvrières nombreuses et actives qui luttent pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Ces forces économiques et politiques nouvelles sont à prendre en compte car de nombreux pays sont en marche pour s'extirper de la mondialisation néolibérale dominée par les USA et pour construire « un monde multipolaire ».

Le capitalisme néolibéral financiarisé, de par sa nature impérialiste et ses contradictions inter-impérialistes internes, condamne le monde à la division et à la guerre. Les BRICS sont, au contraire, la première tentative depuis 1945, de mettre en place un système international fondé sur la souveraineté et l'indépendance réelles des nations et sur un droit international débarrassé du néo-colonialisme et de l'unipolarité dominée par la puissance nord-américaine. Cette vision non capitaliste manque à l'ouvrage de J. Sapir. C'est sa seule limite, mais sans doute se l'est-il lui-même fixée.

Note

1 – Clearing : Procédé permettant de centraliser les opérations de compensation en vue de la liquidation des créances et des dettes entre pays et entre banques et permettant le paiement du solde en monnaie nationale.

2 - Stablecoin : cryptomonnaie stable dont le prix est arrimé à une autre cryptomonnaie, à une monnaie fiduciaire ou à un produit négocié en bourse (comme les métaux précieux ou les métaux industriels).

-
- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire